

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 29 août 2024

Zoom sur : L'OCDE recommande à la zone LATAM de réduire sa dépendance aux hydrocarbures.

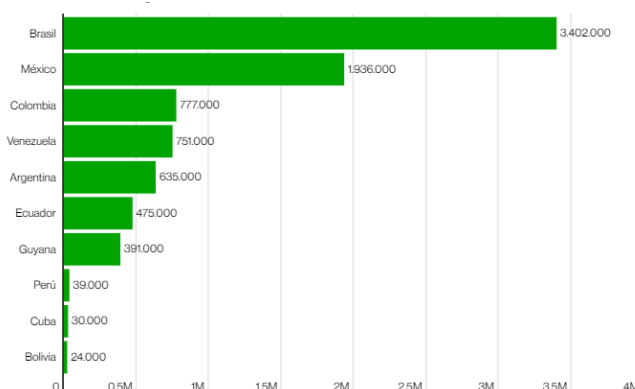
Afin d'atteindre des niveaux de croissances pérennes, la zone LATAM est tenue de réduire sa dépendance aux revenus pétroliers et gaziers tout en diversifiant ses économies.

Actuellement, la zone dépend fortement de ces ressources, ce qui l'expose à la volatilité du marché mondial des hydrocarbures. Pour illustrer, alors qu'en 2022, les recettes issues de l'exploitation pétrolière et gazière représentaient 4,4 % du PIB de la zone, cette part est tombée à 3,9 % en 2023 en raison des fluctuations de prix. Pour réduire cette dépendance, l'OCDE souligne la nécessité de diversifier son panier d'exportations et d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques. En particulier, les subventions énergétiques généralisées (présentes par exemple en Argentine) doivent être reconsidérées, car elles « peuvent être régressives » et freiner la transition vers une économie plus durable. L'organisation recommande également d'augmenter les taxes environnementales, qui ne représentent actuellement qu'environ 1 % du PIB en Amérique latine, contre 2 % en moyenne dans l'OCDE. En outre, les exportations de combustibles fossiles, bien qu'en déclin, restent significatives pour l'Amérique latine. Leur part est passée de 15,4 % du PIB entre 2000 et 2002 à 21,3 % durant le boom des matières premières de 2010 à 2012, avant de redescendre à 10 % entre 2019 et 2021. Le Venezuela, la Colombie et le Guyana figurent parmi les pays les plus dépendants des exportations de ces ressources, avec respectivement 72,3 %, 48,1 % et 47,1 % de

leurs recettes d'exportation.

Graphique : Production pétrolière par pays, données : 2023.

Source : Statistica – Bloomberg.



Bolivie

La Bolivie a enregistré une croissance de +1,3 % g.a au T1 2024.

D'après l'Institut national de la statistique (INE), cette croissance est notamment imputée à plusieurs secteurs comme celui des services qui a progressé de 7,0% g.a, celui de la construction qui a enregistré une croissance significative de 6,4% g.a et le secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau qui a progressé de 8,7% g.a (tiré par une augmentation de 9,8% g.a de la production d'électricité). Le secteur de l'industrie manufacturière a, quant à lui, affiché une contraction de -2,9% sur la même période, principalement affectée par des conditions climatiques défavorables qui ont eu un impact négatif sur la production industrielle de dérivés du soja (-34,8% g.a) et sur leurs exportations. Enfin, si la demande a augmenté (+2,0% g.a, pour les dépenses publiques et +1,3% g.a pour la consommation des ménages), **les importations et les exportations de biens et de services ont enregistré des baisses significatives de -19,1% et 5,7% g.a. respectivement.**

Un nouvel accord portuaire entre la Bolivie et le Chili réduit les droits de douane de 34 %.

L'Administration des services portuaires de la Bolivie (ASP-B) et la Compagnie portuaire d'Arica (EPA) au Chili ont signé un nouvel accord qui prévoit une réduction de 34 % des tarifs applicables aux services portuaires pour les marchandises boliviennes dans le port d'Arica sur le période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2027.

Cet accord va également permettre de faciliter et renforcer le développement du port chilien d'Arica qui, en raison de sa situation frontalière avec le Pérou et la Bolivie, et de son accès direct aux marchés de l'Asie-Pacifique, est une porte d'entrée stratégique pour le commerce bolivien. En outre, dans un souci d'optimisation des opérations, le terminal portuaire d'Arica (TPA) s'est engagé à mettre en œuvre de nouvelles alternatives technologiques en matière de machines et d'équipements afin d'améliorer les délais de réception et d'expédition des marchandises en transit vers la Bolivie.

Colombie

Le président Petro propose d'utiliser les émissions de la Banque centrale pour indemniser les victimes du conflit armé.

Le 28 août, le président Gustavo Petro a relancé sa proposition d'avril 2023, suggérant que la Banque centrale émette pour indemniser les victimes du conflit armé en Colombie.

Selon la procureure générale de la Nation, Margarita Cabello, 85,6 Md USD seraient nécessaires d'ici 2031 pour ces réparations, alors que le budget annuel actuel alloué aux programmes de réparation, de 512,8 M USD, nécessiterait 150 ans pour atteindre cet objectif. C'est pourquoi, le président Petro insiste pour qu'une partie des émissions de la Banque centrale soit destinée aux victimes en premier lieu.

Cette idée a été critiquée par José Manuel Restrepo, ancien ministre des Finances sous la présidence de Iván Duque, qui souligne les risques pour la crédibilité financière internationale et la viabilité de la dette en subordonnant la politique monétaire à la politique budgétaire.

Les envois de fonds des migrants (remesas) vers la Colombie augmentent de + 32 % g.a en juillet.

Entre janvier et juillet 2024 remesas vers la Colombie ont totalisé 1,5 Md USD, représentant une augmentation de + 1,6 % par rapport à la même période en 2023.

Rien qu'au mois de juillet, ces transferts ont atteint 258 M USD, soit une hausse de + 32 % g.a, enregistrant la deuxième plus haute valeur depuis l'an 2000, juste après les 260 M USD de juin.

Selon David Cubides, directeur de la recherche économique chez *Alianza Valores*, ces envois de fonds, importantes pour la balance des paiements (1,1 % du PIB en 2023), pourraient dépasser les 2,5 Md USD d'ici la fin 2024, contribuant de manière significative à la relance économique, particulièrement dans des régions comme l'Axe du café et le *Valle del Cauca* où ces fonds sont largement convertis en consommation.

Toutefois, un rapport de l'Anif souligne que bien que ces transferts aient aidé à contenir le déficit extérieur après la pandémie, ils ne suffiront pas à absorber les futurs chocs macroéconomiques,

notamment en raison de la baisse des investissements directs étrangers, qui ont reculé de 11,9 % g.a au T1 2024.

En juillet, la consommation des ménages baisse de -2,4 % g.a en termes réels.

Le rapport de Bancolombia révèle que la consommation des ménages colombiens a diminué de 2,4 % g.a en juillet 2024 en termes réels, malgré une hausse nominale de 4 % g.a sur la même période.

Le rapport suggère que la baisse l'inflation, qui commence à montrer des signes de stabilisation, pourrait améliorer les perspectives de consommation pour les mois à venir : « *les données indiquent que la consommation des ménages au troisième trimestre afficherait une augmentation de 14 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2023* ».

Sur le plan régional, toutes les zones ont enregistré des baisses de la consommation des ménages en juillet, avec la région des Caraïbes en tête, où les dépenses ont chuté de 9 % g.a. Par catégorie, les dépenses de santé ont progressé de +12,7 % g.a, tandis que les dépenses liées à la mode et au divertissement ont respectivement baissé de -14 % et -19 % g.a.

Le PIB agricole a crû de 10,2 % g.a. au T2 2024, tiré par les cultures hors-café et les exportations de fruits.

D'après les données du Département national de la statistique (DANE), cette croissance est largement supérieure aux 5,8 % observé au T1 2024. Cette performance est principalement attribuable aux cultures autres que le café, qui ont contribué à hauteur de 63 % de cette croissance. Parmi ces cultures, les légumineuses ont enregistré la plus forte progression avec une hausse de 34,9 % g.a, suivies par les agrumes (+ 23,6 % g.a), les fleurs (+ 13,3 % g.a), et le cacao (+ 10,2 % g.a).

Ainsi, les exportations agricoles et agro-industrielles ont atteint 1,4 Md USD, soit une augmentation de 8,1 % g.a. Plus précisément, les exportations de fruits ont crû de 40 % g.a, représentant 80 % de l'augmentation totale des exportations agricoles.

Les bénéfices de la Banque centrale totalisent 1,5 Md USD en juillet.

En juillet, la Banque centrale a enregistré une augmentation de + 28,8 % de ses bénéfices par rapport à l'année précédente, totalisant 1,5 MD USD de dollars. Ce résultat représente une amélioration notable de 343 M USD par rapport à juillet 2023, bien qu'il soit encore inférieur au niveau de clôture de l'année précédente (828 M USD).

La Banque centrale se rapproche de l'objectif de recettes fixé par le gouvernement, offrant ainsi un soutien crucial au renforcement de la stabilité financière dégradée de l'État (déficit budgétaire projeté à 5,6 % du PIB en 2024).

Equateur

Le marché de l'emploi reste stable mais déprimé.

Selon les dernières statistiques, le marché du travail reste relativement stable au premier semestre de l'année. Au S1, Le taux de chômage a atteint 3,1 % (vs. 3,8 % au S1 2023), tandis que le taux d'activité formelle est passé de 34,5% à 35,4%. Le sous-emploi et l'emploi informel restent inchangés par rapport au S1 2023 et atteignent 61,4 % de la population active. L'emploi reste la principale préoccupation des équatoriens (74 % de la population) au-dessus de la sécurité (58 %) selon une étude récente (Ipsos).

Les exportations de bananes vers la Russie sont en baisse.

Malgré une hausse des exportations équatoriennes au premier semestre 2023 (+12 % g.a), les exportations de bananes ont enregistré une baisse de -1,7 % au S1 2024 (en volume), imputable essentiellement à une baisse des exportations de banane vers la Russie (-15 % g.a au S1 2024), premier marché d'exportation de ce produit. Ce marché reste la première destination de la banane équatorienne (18,3 % de parts de marché), suivi des Etats Unis, des Pays-bas et de l'Italie.

Guyana

La production pétrolière d'Exxon Mobil chute à la fin du mois d'août.

La production pétrolière d'Exxon Mobil au Guyana a chuté à près de 450 000 bpj à la fin du mois d'août. Cette baisse est attribuée aux travaux en cours sur les installations de pompage. Plus tôt cette année, Exxon avait annoncé la fermeture temporaire de deux unités de production en mer, chacune pendant deux semaines, pour permettre la connexion d'un gazoduc.

Prévision de croissance de +26,6% pour 2024 selon le FMI et la CEPALC.

Cette expansion est alimentée par une augmentation significative de la production pétrolière et des investissements dans les infrastructures. **Depuis la découverte de grands champs pétroliers en 2015, la production a atteint 640 000 bpj début 2024, avec des réserves estimées à 17 Md de barils, surpassant celles du Brésil.** En parallèle, les dépenses publiques dans les infrastructures ont grimpé de 187 M USD en 2019 à 650 M USD en 2023, soutenant des projets majeurs tels que le pont sur la rivière Demerara.

Pérou

En accord avec le ministère des transports, l'entreprise française PMO Vias (Egis / Setec) fournira une assistance technique au gouvernement péruvien dans la réalisation du pont Santa Rosa.

Dans le cadre de l'accord de gouvernement à gouvernement avec la France (G2G), le ministère des Transports et des Communications (MTC) péruvien a signé un avenant pour la réalisation du pont Santa Rosa, point culminant du projet de viaduc « Via Expresa Santa Rosa ».

Elaborée par PMO Vias, un bureau de gestion de projet français. La signature de cet avenant est intervenue en présence du Ministre et Vice-Ministre des Transports, du Directeur exécutif de Provías Nacional, de la Directrice de PMO Vias et du service économique de

l'Ambassade de France au Pérou. Il vise à assurer la connexion de cet important projet routier avec le nouveau terminal de l'aéroport international Jorge Chavez. La PMO Vias est chargée de fournir une assistance technique spécialisée au Ministère des Transports pour l'exécution de la *Via Expresa Santa Rosa*, qui connectera l'avenue *Costanera* avec le pont *Santa Rosa*, ainsi que la *Nueva Carretera Central*, qui reliera les régions de Lima et Junín.

Moody's prévoit 2,7% de croissance pour 2024 malgré l'optimisme des organismes péruviens.

Avec la fin du premier semestre de l'année 2024, les agences de notations et les principales banques péruviennes ont réévalué leurs projections de croissance à la hausse pour le semestre à venir.

En effet, alors que l'agence de notation internationale Moody's maintient une estimation de la croissance à 2,7%, BCP et BBVA ont annoncé respectivement des projections plus importantes à 3% et 2,9%. Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) péruvien prévoit quant à lui une projection plus optimiste à 3,2%, comme annoncé par José Arista, ministre de l'Economie.

Suriname

TotalEnergies soumet une déclaration d'impact environnemental pour le développement du bloc 58.

L'entreprise a soumis une déclaration d'impact environnemental pour le développement des réserves pétrolières dans les champs de Sapakara Sud et Krabdagu, situés dans le bloc 58 au large du Suriname.

La décision finale d'investissement pour ce projet est prévue pour le T4 2024, avec un démarrage de la production anticipé pour 2028. Un accord a été signé avec Staatsolie concernant l'étendue de la zone à développer et la sécurisation du FPSO (*Floating Production Storage and Offloading*). TotalEnergies sollicite l'approbation de l'Institut national pour l'environnement et le développement du Suriname pour procéder aux activités offshore. Le projet implique, entre autres, le

forage de 32 puits et l'exploitation d'un FPSO, qui stockera jusqu'à 2 M de barils de pétrole brut et aura une capacité de déchargement d'1 M de bpj.

Venezuela

Remaniement ministériel : la vice-présidente exécutive et 14 ministres maintenus. 17 nouveaux ministres.

Dans le secteur pétrolier, le gouvernement a confirmé la nomination de Delcy Rodríguez au poste de vice-présidente exécutive, tout en la désignant également ministre du Pétrole.

Héctor Obregón Pérez, jusqu'à présent vice-président exécutif de la société pétrolière nationale (PdVSA), a été nommé nouveau président de la compagnie. Anabel Pereira, ancienne surintendante des institutions financières, prendra les fonctions de ministre de l'Économie et des Finances.

L'entreprise mixte de Chevron avec PdVSA Petropiar atteint 102 700 bpj.

L'entreprise mixte Petropiar (PDVSA et Chevron) a atteint ce niveau de production dans le champ Huyapari, dans le sud de l'État d'Anzoátegui. Selon l'expert pétrolier Francisco Monaldi plus de 85 % de l'augmentation de la production depuis 2022 à juillet 2024 est liée à Chevron (principal investisseur pétrolier au Venezuela).

Croissance de 28,4% du commerce binational entre le Venezuela et la Colombie.

Selon la Cavecol, Chambre d'Intégration Économique bilatérale, **le commerce binational entre le Venezuela et la Colombie a atteint 498 M USD au S1 2024.**

Les exportations colombiennes atteignent 427,5 M USD (+39,5%), les principaux produits exportés étant les matières plastiques, sucres et confiseries, carburants et huiles, huiles essentielles, parfumerie et cosmétiques, et les appareils et équipements électriques. **Les exportations vénézuéliennes restent bien plus modestes, et baissent de -13,5%** pour atteindre 70,3 M USD. Les principaux produits exportés ont été le fer et acier pour la fonderie, les engrais, les produits

chimiques organiques, les carburants et huiles, et l'aluminium et ses produits dérivés.

Le tourisme étranger augmente de 68,1% sur l'île de Margarita.

La présidente de la Chambre de tourisme de Nueva Esparta, Griselda Contreras a indiqué **l'arrivée de près de 29 000 touristes étrangers au S1 2024, +68 % g.a.** Les principaux pays de provenance des touristes sont la Colombie, la Russie, Trinité-et-Tobago, le Brésil, Equateur et la Pologne

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)		Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.		2022	Variation par rapport à 2021	
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8	
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3	
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5	
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5	
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4	
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2	
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9	
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4	
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79	
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3	
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5	

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una Lacaze, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr